

1^{er} semestre 2018

CODEL-Info

Bulletin d'information de la Convention des Organisations
de la société civile pour l'observation Domestique des Elections

N°01

Réconciliation nationale



Actions publiques
sur les mines et le foncier

**La CODEL
mobilise la
population et
des OSC pour
un suivi citoyen**

P. 4

Hommage

**Luther Yaméogo,
l'homme du
changement
positif
structurant**

P. 3



Pérenniser la CODEL pour renforcer le suivi citoyen des politiques publiques au Burkina Faso

Après 3 ans d'exercice, la CODEL a tenu en février 2018 une Assemblée Générale, pour faire le point de son engagement autour de la reconstruction de notre pays, à la suite de l'insurrection populaire des 30 et 31 Octobre 2014, de la transition et des élections historiques de novembre 2015.

Cette Assemblée générale était tout d'abord un rendez-vous de reddition des comptes dans la mesure où le bureau exécutif a fait le point de sa gestion aux organisations membres. Elle s'est inscrite en outre dans le cadre du processus de pérennisation de la CODEL à travers son renforcement institutionnel. La vision de la CODEL repose sur une synergie d'action des OSC travaillant au renforcement de leurs capacités et contribuant à l'édification d'un Etat démocratique.

Notre mission est de constituer une société civile forte, interface crédible entre l'Etat et les citoyens, fédérer les OSC pour l'éveil des consciences et la participation citoyenne.

Depuis lors, la CODEL renforce les capacités de ses membres sur les politiques publiques afin d'améliorer leur appropriation et un bon suivi de leur mise en œuvre. Elle a obtenu sa participation aux revues de certains cadres sectoriels de dialogue (santé, justice et droits humains) pour donner son avis sur les rapports de performance et faire des recommandations.

Dans le cadre du processus de réconciliation nationale, la CODEL



après avoir organisé des dialogues citoyens réunissant différents acteurs, a produit un rapport qu'elle a présenté aux autorités. Cela nous a valu d'être associé aux sorties régionales d'information et de sensibilisation sur la réconciliation nationale initiées par le Haut Conseil pour la Réconciliation Nationale et l'Unité Nationale (HCRUN).

La CODEL est en train d'écrire une large et grande page de la Société Civile dans notre pays. Travaillons à ce qu'elle puisse toujours jouer valablement un rôle de veille citoyenne et être un maillon fort et sérieux d'une plateforme fonctionnelle de dialogue et de veille.

C'est l'occasion pour moi de remercier les organisations membres, notre bureau exécutif, DIAKONIA, les Partenaires Techniques et Financiers qui sur tous les plans nous aident dans notre mission.

Pour ce premier numéro de l'année 2018, nous vous proposons de lire

un résumé des interventions de la CODEL au cours de ce semestre, de prendre connaissance de la vie de quelques associations membres. Une fenêtre est faite sur l'ONG Diakonia à travers le forum Africapacités. Nous profitons en outre de ce numéro pour rendre hommage à M. Luther Yameogo, Directeur Pays sortant de Diakonia.

Bonne lecture à tous !

LE PRESIDENT DE LA CODEL
Maître Halidou OUEDRAOGO
Avocat à la Cour



Tél.: (226) 25 38 38 46
Site web: www.codel.bf
E-mail: codel@codel.bf
codelburkina@gmail.com

Directeur de publication
Me Halidou OUEDRAOGO

Redacteur en chef
Aimé M. KAMBIRE

Ont collaboré
Django Ladji MASSE
Lydia ZANGA/OUEDRAOGO

Moïse BALMA
Daniel DA HIEN
Yvone OUEDRAOGO

Maquette & Mise en page
B. Issa Daniel BAMBA
78 80 38 76

Luther Yaméogo, l'homme du changement positif structurant

Il aura irradié et impacté de son leadership le microcosme de la société civile burkinabè. Homme de méthode et de vision, Luther Yaméogo, le désormais ex-directeur pays de l'ONG danoise Diakonia, a participé à la dynamisation de la société civile burkinabè et à sa mobilisation inclusive et synergétique autour d'objectifs long-termistes de changements positifs durables.

Si Diakonia est présente au Burkina Faso depuis 1987 et s'est aménagée une place importante parmi les ONG actives au pays des Hommes intègres, c'est avec Luther Yirwan Desega Yaméogo qu'elle aura réalisé un poinçonnage adroit et incorruptible dans la mémoire des acteurs de développement.

Promu directeur pays de Diakonia le 19 juillet 2010, Luther comme on l'appelle, a dit au-revoir à ses collaborateurs le 27 juillet 2018. Mais avant et dès le début, sa lucidité analytique et sa réflexion pénétrante l'ont amené à saisir avec une justesse chirurgicale et bienheureuse la réalité de l'environnement socio-économique et politique dans laquelle évoluent les organisations de la société civile burkinabè. Aussi a-t-il senti la nécessité de la capacitation holistique de la société civile, qu'il œuvrera à satisfaire à travers des soutiens incluant les aspects techniques et financiers confortés d'un accompagnement humain et organisationnel, au moment ou bon nombre d'intervenants internationaux convulsaient comme d'une horreur pathogène devant les demandes de soutien institutionnel à eux adressées par les OSC.

C'est ensemble, avec une société civile burkinabè en aguerissement constant et en synergie d'actions, c'est ensemble avec des partenaires techniques et financiers remobilisés et agissant de concert, c'est ensemble avec une équipe pays ouverte et laborieuse que Diakonia et son directeur national ont implémenté des approches révolutionnaires, réédictables et collaboratives entre pouvoirs publics, société civile et secteur privé. C'est ensemble et adossés à cette perspective d'accrétion des forces vives autour de l'essentiel, qu'ils ont pu dérouler huit années durant, d'ambitieux programmes, contribuant à la lutte structurelle contre la pauvreté et l'iniquité et à l'infléchissement continu des politiques porteuses de germes de violences et de recul démocratique. A ce titre, on peut citer l'élaboration et le dé-



Le vice-président de la CODEL, M. Daniel DA HIEN (micro) remettant un cadeau à M. Luther après son discours d'au revoir au nom des OSC et partenaires de Diakonia.

roulement du Programme d'appui au processus électoral (PAPE) durant la période cruciale post-insurrectionnelle et le programme d'imputabilité politique et de redevabilité socioéconomique «Présimètre» durant la période post-électorale, et donc toujours en cours. Autour de ces programmes, les acteurs de mise en œuvre, instruits à l'école diakonienne de Luther ont introduit dans les stratégies d'actions et d'influence des politiques publiques l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, avec à la clé, l'acceptation des derniers résultats électoraux par tous les concurrents et des élus politiques plus que jamais conscients d'être tenus en laisse par des citoyens demandeurs de compte. Les sites www.burkinavote.com et www.presimetre.bf resteront les pendants technologiques et le sceau visible sur l'inforoute de cette expérience de la société civile burkinabè durant le passage de Monsieur Yaméogo à la direction de pays Diakonia.

Toujours à titre d'exemple, Luther Yaméogo, attaché à l'efficacité et aux résultats, a œuvré à décupler l'impact et la portée des actions des associations partenaires par la mise en place de la CODEL, une structure regroupant 150 associations et réseau d'associations à but non lucratif, travaillant en synergie dans le suivi et l'accompagnement du processus électoral 2015-2016.

On lui doit également l'organisation du forum Africapacités, une rencontre annuelle d'acteurs

africains autour des capacités africaines endogènes pour un développement durable en faveur d'une société plus juste.

Personnalité humble et courtoise, il n'hésite cependant pas à distiller à dose rémissible ses vérités lorsque la situation l'exige.

Ainsi, a-t-il condamné le coup d'Etat perpétré contre le pouvoir de la Transition et appelé à la déconstruction du système trentenaire mis à terme par l'insurrection populaire, à libérer psychologiquement les Burkinabè vis-à-vis des mythes afin qu'ils s'approprient les vraies valeurs démocratiques. «Les acteurs politiques pensent souvent qu'il faut tout changer pour qu'ils puissent rester les mêmes acteurs», a-t-il dit pour tancer les hommes politiques burkinabè réticents aux changements profonds et véritables.

S'il a su traduire en «langue locale», la vision de l'ONG internationale, Luther Yaméogo a aussi réussi à créer autour de lui un consensus dans sa façon d'agir. On l'appelle souvent «l'ami de tout le monde» tant il a su mobiliser autour d'objectifs nobles, une flopée d'organisations de la société civile venant d'horizons divers, parfois antagonistes, mais partageant les idéaux d'une société progressiste éprise de justice et de paix.

Il laisse derrière lui une société civile burkinabè revigorée et participant avec méthode et discernement à la construction durable du Burkina de demain avec l'ensemble des acteurs et avec la nouvelle équipe de Diakonia ■

Vie de la CODEL

Actions publiques sur les mines et le foncier

La CODEL mobilise la population et des OSC pour un suivi citoyen

A travers des conférences publiques et des ateliers de formation, la Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections (CODEL) a mobilisé une trentaine d'organisations de la société civile burkinabè ainsi que la population de deux localités pour un suivi citoyen des interventions du gouvernement dans les secteurs foncier et minier. Ces interventions sont celles contenues dans le Plan national de développement économique et social (PNDES).

Entre avril et juin 2018, la CODEL a mené plusieurs actions de formation et de mobilisation populaire en vue de renforcer les capacités des citoyens au suivi des interventions du gouvernement dans les secteurs des mines et du foncier. La première formation a eu lieu les 26 et 27 Avril 2018 à Ouagadougou, notamment au Centre d'accueil Notre dame de Lorette.

Elle a permis de renforcer les capacités d'une trentaine d'organisations membres et ainsi que les partenaires de la CODEL dans la connaissance du contenu du PNDES, en vue de les rendre davantage performants et opérationnels sur le terrain du suivi des politiques publiques en matière minière.

La deuxième formation s'est tenue les 22 et 23 juin 2018 à Ouagadougou avec pour thème : « Les politiques publiques sectorielles dans le domaine du foncier » cette formation avait pour objectif de renforcer les capacités des participants sur le contenu du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) dans le domaine du foncier au Burkina Faso.

Durant les séances, les participants se sont appropriés les textes de lois et les politiques de sécurisation fon-



Vue des participants à la formation sur le contenu du PNDES.

cière et d'exploitation minière. «La question foncière est une question majeure, et la CODEL qui s'est donnée pour objectif de suivre les politiques publiques, a choisi dans le cadre de cet atelier de former nos membres sur la question foncière et sa place dans la mise en œuvre du PNDES», a déclaré Me Halidou Ouédraogo, président de la CODEL.

Selon lui, une série de formations est entreprise pour éclairer les participants sur ces domaines très complexes. «Depuis la réforme agraire et foncière(RAF) et la série de lois qui la gouvernement nous avons choisi d'approfondir la question au niveau de nos membres et de notre

organisation pour faciliter la promotion à son endroit», a-t-il ajouté. A cette occasion, les femmes ont rappelé qu'elles ont droit, au titre de la loi, à au moins 30% des terres aménagées. « Il s'agit pour nous de bien maîtriser ce qui nous est donné (par la loi, ndlr) et d'entamer des plaidoyers pour atteindre ce que nous voulons avoir.

En ce qui nous (les femmes) concerne, c'est d'abord travailler dans un premier temps à mettre à la disposition des femmes 30% des terres aménagées» de l'avis de Mme Fatimata Zadi de l'Association d'Eveil et d'appui pugsada (ADEP).

Grande mobilisation à Manga et à Gourcy

A Gourcy, le jeudi 3 mai et à Manga, le jeudi 28 juin 2018, la CODEL a échangé avec les populations pour une bonne compréhension des textes règlementant la sécurisation foncière au Burkina Faso.

Autour des conférences publiques organisées à l'occasion, les participants ont renforcé leurs connaissances sur la loi 034-2009/AN du 16 juin 2009 portant régime foncier rural en général et sur les procédures pour obtenir une attestation de possession foncière rurale en particulier.

Ils se sont imprégnés aussi des textes de la réforme agraire et foncière (RAF), la loi 034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso.

A Gourcy, le Haut-commissaire du Zandoma, Mme Ouo Habibata Bamouni née Traoré, a rappelé que la question du foncier est une préoccupation réelle dans sa province.

Elle a remercié pour ce faire la délégation de la CODEL conduite par



Photo de famille à l'issue de la conférence publique sur le foncier à Manga.

Mme Clarisse Nadembega, secrétaire chargée des finances et de la comptabilité à la CODEL.

« La question foncière est l'une des questions les plus préoccupantes de l'heure, il est important d'entretenir les populations sur les démarches à suivre pour se sécuriser », a rappelé à Manga, Me Bruno Fako Ouattara, avocat et conférencier rompu aux questions foncières. « L'Etat essaie d'aménager la terre, de l'encadrer juridiquement, socialement et politiquement au profit des citoyens pour leur permettre d'en jouir amplement et de façon juste », a ajouté Mme Florence

Ouattara, chef de la délégation de la CODEL à Manga.

Grâce à Madame KY/Ouedraogo Mamounata, point focal de la CODEL dans la province du Zoundweogo, les populations de Manga se sont fortement mobilisées malgré une pluie tombée ce jour.

Au-delà, les autorités locales ont également répondu présent et ont salué l'initiative de la CODEL. C'est le cas de M. Casimir Sedgo, Gouverneur de la région du Centre-Sud à qui la délégation a remis une copie du Rapport des travaux de la CODEL sur le processus de réconciliation au Burkina Faso.

Quant aux participants, ils ont attiré l'attention entre autres sur l'incongruité entre le droit coutumier et les principes directeurs des textes réglementaires en vigueur.

Le représentant du chef de Manga, M. Joseph Zoungrana, a rappelé que le droit coutumier moaga par exemple, refuse à la femme l'accès à la terre.

Les conférenciers ont estimé juste la remarque tout en soulignant que les comportements sociétaux évoluent et convergent désormais pour se rapprocher du droit positif □



Interventions des participants à la conférence publique sur le foncier à Gourcy.

Vie de la CODEL

Suivi citoyen de la mise en œuvre du PNDES

La CODEL s'est rendue dans la région du Nord

La Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections (CODEL) s'est rendue le 4 mai 2018, dans la région du Nord, afin d'inciter les populations à prendre connaissance du contenu du PNDES et à suivre sa mise en œuvre.

Autour d'un dialogue citoyen tenu le 4 mai 2018 à Ouahigouya, la CODEL a échangé avec les organisations de la société civile de la région du Nord sur le PNDES, le référentiel des actions de développement du gouvernement comptant pour la période 2016-2020.

La rencontre s'est déroulée à la mairie de Ouahigouya sous le thème : « *Le PNDES : appropriation et suivi de sa mise en œuvre* ». La principale communication a été assurée par M. Sanouso Savadogo, Directeur Régional de l'Economie et de la Planification du Nord en présence de M. Souleymane Nakanabo, secré-



Vue des participants au dialogue citoyen de Ouahigouya.

taire général de la province du Yatenga représentant le gouverneur de la région du Nord.

Les participants ont pris connaissance des performances de l'année 2017 dans la mise en

œuvre du PNDES et renforcé leurs connaissances sur les actions publiques et les possibilités qui leur sont offertes pour agir et influencer positivement sur les politiques publiques.

Plus tôt dans la matinée, la délégation de la CODEL, conduite par Mme Clarisse Nadembega, secrétaire chargée des finances et de la comptabilité à la CODEL, a été reçue en audience par le Gouverneur de la région du nord, M. Hassane Sawadogo.

Le Gouverneur s'est réjoui du dialogue citoyen organisé dans sa région et a félicité le leadership de la CODEL sur les questions électorales et de redevabilité ▣



La délégation de la CODEL reçue en audience par le Gouverneur de la région du Nord.

Courtoisie-transparence-redevabilité

La CODEL rend visite aux organisations membres

La Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections (CODEL) a entamé une série de visites aux organisations qui l'ont créée. La démarche permet d'échanger directement avec les organisations membres visitées afin de renforcer la compréhension mutuelle des actions communes à mener.

Des organisations fondatrices de la CODEL ont reçu la visite des membres du bureau exécutif de cette association faïtière. L'objectif de cette initiative est d'échanger autour des activités de la CODEL, de connaître davantage les associations membres et de créer une synergie d'actions encore plus forte autour du Présimètre notamment.

C'est ainsi le bureau s'est rendu dans les locaux de Centre national de presse Norbert Zongo (CNP/NZ), le 21 mai 2018.

Le président de la CODEL, Me Halidou Ouédraogo a présenté les activités de l'association et encouragé l'accompagnement actif du Centre dans leur mise en œuvre.

Les responsables du Centre quant à eux, ont souhaité de voir la communication se renforcer entre la CODEL et ses organisations membres. Bien avant, le 7 avril 2018 à Niangoloko, la CODEL s'est rendue dans les locaux de l'association TON, active dans la promotion des droits humains, de l'environnement et d'appui aux femmes.

La délégation a notamment échangé M. Issaka Somade Coordonnateur de l'association TON. Les deux parties se sont dites satisfaites de la mission qui aura permis de consolider et d'élargir la collaboration entre elles.

Après TON, la CODEL s'est rendue le 3 mai 2018 à Gourcy, dans les locaux de l'Association Monde



Echanges entre la délégation de la CODEL et l'AMR à Gourcy.

Rural (AMR). La délégation conduite par Mme Clarisse Nadembega a présenté les activités programmées et échangée sur les possibilités de renforcer la collaboration avec les organisations membres.

Le coordonnateur national de l'AMR, M. Amadou Wangré a souhaité que la CODEL accentue les activités d'information et de sensibilisation sur le Présimètre.

Il a aussi souhaité la contribution de la CODEL dans la réussite du plaidoyer de l'AMR sur l'harmonisation des espaces de dialogue et d'interpellation citoyens.

Dans les locaux du CNP/NZ, TON, AMR et Semfilms

Avec l'association Semfilms le Jeudi 12 Avril 2018, les échanges ont surtout porté sur la collaboration

entre la CODEL et ses membres. Les responsables de Semfilms ont proposé l'institutionnalisation d'une rencontre tous les six (06) mois entre la CODEL et ses associations membres pour échanger sur la vie de la CODEL.

Le Président du conseil d'administration de SEMFILMS, Monsieur Luc DAMIBA s'est dit vraiment honoré de cette visite.

Le chef de la délégation de la CODEL, Me Halidou Ouédraogo a souhaité pour sa part que Semfilms s'implique de manière à renforcer le dispositif de contrôle citoyen Présimètre.

Cette tournée, de l'avis du président, Mme Halidou Ouédraogo, est appelée à se poursuivre en direction d'autres membres afin de faire le tour de tous, et ce, dans la mesure du possible ■

Travaux de la CODEL sur la réconciliation nationale

Le rapport au chef du gouvernement, aux politiques et aux religieux

Pour aider le Burkina Faso à tourner la page de son douloureux passé et envisager avec sérénité son développement, la Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections (CODEL) a recueilli, auprès de plusieurs composantes de la société, des idées forces pouvant aider le peuple à se réconcilier avec lui-même, avec ses dirigeants et avec son passé. Le rapport qui en est issu a été remis au Premier ministre, au Chef de file de l'opposition, à l' Alliance des partis et formations politiques de la majorité présidentielle (APMP) et au Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN). Il a aussi été remis aux religieux.

La CODEL a remis au chef du gouvernement burkinabè, Paul Kaba Thiéba, ainsi qu'à plusieurs autres personnalités, une copie de son rapport sur «*la contribution de la société civile dans le processus de réconciliation nationale au Burkina Faso* ». Le document de 32 pages a été remis au Premier ministre par le président de la CODEL, Me Halidou Ouédraogo, au cours d'une audience le mardi 19 Juin 2018 à Ouagadougou. Le chef du gouvernement a félicité la CODEL pour cette idée et a rappelé combien la réconciliation est importante pour l'avenir de notre

pays. «*Nous sommes dans un pays où les divergences d'opinions existent mais nous avons résumé la quintessence de nos rencontres où il est clairement ressorti que la réconciliation nationale au Burkina Faso doit passer par le triptyque vérité-justice-réconciliation* », a expliqué Me Halidou Ouédraogo aux journalistes qui l'interrogeaient sur le consensus autour de cette question.

Juste avant le Premier ministre, Me Halidou est allé remettre le rapport au Chef de file de l'opposition politique (CFOP), M. Zéphirin Diabré. Celui-ci a d'abord félicité le président de la CODEL pour

le long combat qu'il a mené et mène encore en faveur des droits de l'homme et des libertés qu'il continue de mener au Burkina Faso. Il a ensuite salué l'initiative de la CODEL sur le processus de réconciliation tout comme sur la veille électorale citoyenne lors des élections couplées présidentielle/législatives de 2015 ainsi que les élections municipales de 2016. M. Diabré a rappelé qu'une réflexion sur la réconciliation est aussi menée au sein de l'opposition. Il a souhaité que tous les acteurs puissent se réunir autour d'une grande rencontre de partage d'idée, en vue de réussir



Audience de remise du rapport sur la réconciliation nationale au CFOP.

Présentation de WANEP

une véritable réconciliation nationale. Les partis de la majorité présidentielle ont reçu le rapport de la CODEL le 6 juin 2018. La délégation de la CODEL, conduite par le vice-président de l'association, M. Daniel DAH HIEN, a présenté un résumé du contenu du rapport aux hôtes. Le coordonnateur de la majorité présidentielle, M. Clément P. Sawadogo a félicité la CODEL pour cette démarche qui vise selon lui, à instaurer un climat favorable. « ...car il y a un vrai besoin de réconciliation nationale au Burkina Faso », a-t-il dit.

M. Gafarou Nignan de la majorité a demandé comment allait-on réparer les torts causés lors des événements. M. Daniel Dah Hien a juste rappelé que des pays comme le Rwanda ont connu des événements les plus douloureux mais ont pu trouver les voies et moyens de réconcilier sa population pour se mettre aujourd'hui comme un modèle africain du développement. De la majorité présidentielle, la CODEL s'est retrouvée au Haut conseil pour la Réconciliation et l'Union Nationale (HCRUN).

A son tour, le président du HCRUN a aussi félicité la CODEL pour ses différentes contributions dans la quête d'un climat social favorable au Burkina Faso et promis de l'associer à ses prochaines sorties dans toutes les régions du Burkina Faso allant dans le même sens, c'est à dire la recherche de la réconciliation nationale dans notre pays. Des responsables de la Fédération des Eglises et Missions Évangéliques (FEME) du Burkina Faso (FEME) ont également reçu à leur siège de Ouagadougou, une délégation de la CODEL, le 7 juin 2018.

Tout en saluant l'initiative et la démarche de la CODEL, la FEME a promis de consulter avec intérêt ce document qui diagnostique les situations conflictuelles qui minent la société burkinabè et qui formule des recommandations pour une réconciliation nationale au Burkina Faso □



Photo du symposium des femmes prêcheuses et coutumières pour une meilleure connaissance de leur rôle et de leur implication dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme violent.

WANEP: Réseau Ouest Africain d'édification de la paix) est une organisation créée officiellement en 1998 en guise de réaction devant les guerres civiles qui sévissaient en Afrique de l'Ouest au cours des dernières années de la décennie 1980 et dans la décennie 1990. Elle regroupe plus de 500 organisations-membres, dispose de 15 bureaux nationaux dans les pays membres de la CEDEAO.

VISION : Une région Ouest-Africaine caractérisée par des communautés paisibles où la dignité de la personne humaine est primordiale et où le peuple peut satisfaire ses besoins humains fondamentaux et décider en toute indépendance."

MISSION :

- Permettre et faciliter le développement des mécanismes d'édification de la paix en vue d'une coopération entre les praticiens des organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest tout en encourageant des réactions collectives aux conflits violents.

- Etablir une structure à travers laquelle ces praticiens et institutions peuvent régulièrement échanger leurs expériences et partager des informations

sur les problèmes relatifs à la consolidation de la paix, la transformation des conflits, la réconciliation sociale, religieuse et politique; encourager enfin les valeurs socio-culturelles de l'Afrique de l'Ouest comme sources de consolidation de la paix. "

VALEURS PRINCIPALES :

- Foi dans le respect mutuel que les acteurs portent les uns aux autres ;
- Transparence et nécessité de rendre compte de ses actes ;

- Egalité des sexes et tolérance zéro à l'égard de toute forme de discrimination (religion, sexe, tribalisme/ethnicité, racisme, statut par rapport au sida, etc);

- Travail d'équipe et dévouement à la tâche;
- Tolérance et respect de la diversité;
*Justice pour tous ;
*Prestation de qualité ;
*Collaboration et consultation

STRATEGIES :

- Approche intégrée de la construction de la paix
- Approche interactive (appel à diverses expertises)

Suite à la page 10

Vie des Organisations

Suite de la page 9

- Réactions devant les événements
- Interventions éclatées (prise de décision décentralisée, auto-organisée, simple dans sa forme)
- Partage des informations (apporter des voix locales)
- Spécifique au contexte
- Partenariat / alliances stratégiques / coalitions ad hoc destinées à construire la paix parmi plusieurs acteurs (décideurs politiques)
- Des chaînes de communication efficaces
- Intégration des concepts et des normes des droits de l'homme
- Sécurité au centre de notre travail

PROGRAMMES :

1. LE RESEAU Ouest-Africain pour l'alerte précoce et la réaction rapide (WARN) dont l'objectif est de mettre au point un mécanisme viable de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest doté de la capacité de surveiller, d'analyser et de répondre aux conflits violents. Ce programme a été conçu depuis sa création en 1998.

2. L'institut Ouest-Africain de formation à l'édification de la paix (WAPI) qui a pour objectifs de :

- Développer des capacités orientées

vers l'action pour la transformation des conflits et la consolidation de la paix.

- Augmenter le nombre de personnes compétentes, informées et actives en qualité de praticiens de la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.
- Fournir une formation de qualité en consolidation de la paix à un coût réduit.
- Élaborer des modèles contextuels spécifiques de transformation des conflits ainsi qu'une forme de consolidation de la paix adaptée à la réalité de l'Afrique de l'Ouest.
- Comblent le fossé entre les politiques, la théorie et la pratique en matière de consolidation de la paix

3. Le programme des femmes engagées dans l'édification de la paix (WIPNET) ayant pour objectifs de :

- Renforcer la capacité des femmes à participer à la construction de la paix à tous les niveaux;
- Fournir un forum pour les femmes afin de leur permettre de participer à la construction de la paix;
- Intégrer une perspective spécifique dans les mécanismes nationaux et régionaux de la paix et la sécurité;
- Promouvoir la participation des femmes au processus de paix officiels ainsi que leur implication politique à

tous les niveaux.

4. Le programme 'Jeunesse et Éducation à la paix' (YPE) avec les objectifs suivants :

- Accroître la sensibilisation à l'utilisation de stratégies non-violentes chez les jeunes dans la transformation des conflits;
- Fournir une plate-forme pour la participation des jeunes à la construction de la paix;
- Promouvoir l'intégration de l'éducation à la paix dans les structures nationales de l'éducation formelle en Afrique de l'Ouest;
- Harmoniser et renforcer les liens entre les structures d'éducation formelle et non formelle.

5. Le programme 'Politique de la société civile et plaidoyer' (CSPA) avec pour objectifs de :

- Établir des forums nationaux pour le plaidoyer dans le domaine de la paix et de la sécurité;
- Établir des liens formels avec les décideurs politiques
- Renforcer la capacité des décideurs politiques et de la société civile.

WANEP/BURKINA FASO est un réseau d'association de droits burkinabé créé le 19 avril 2003 à Ouagadougou et reconnu officiellement le 09 juillet 2003 par le Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation (MATD).

Il a pour vision l'édification et la promotion de la paix, le respect des droits de l'homme et la justice sociale en vue d'un développement durable au Burkina Faso et dans la sous-région.

Il compte plus d'une quinzaine d'organisations membres issues des organisations de la société civile Burkinabé et est administré par un Conseil d'Administration avec à sa tête le Professeur Willy Batinga.

WANEP/BURKINA FASO



Photo de l'Assemblée Générale de WANEP Burkina Faso tenu le 23 septembre 2017.

L'association PUGSADA à l'heure de la redevabilité en matière de genre

Dans le cadre des activités du programme PRESIMETRE, l'Association D'appui et d'Eveil Pugsada (ADEP) conduit un projet dénommé «*Actions citoyennes pour la redevabilité et le genre 2017-2019 au Burkina Faso*».

A travers ce projet, l'ADEP fait la promotion du suivi citoyen des engagements en matière de genre du candidat devenu Président du Burkina Faso et du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) dans les communes de Sabou, Dassa et au niveau central à Ouagadougou. La première année du projet a été mise à profit pour une large communication sur la nécessité du suivi des politiques publiques et de la redevabilité sociale des gouvernants afin de les faire connaître des communautés mais surtout de permettre aux autorités locales de les expérimenter. Une série de formations a été déroulée notamment sur la redevabilité, le plaidoyer et les techniques de recueil des feedback auprès des populations au profit respectivement des cellules et relais de suivi citoyen.

Différentes communautés touchées dans les localités du projet par les actions mises en œuvre par les cellules et



Séance de sensibilisation des populations de Farba par les membres du dispositif de collecte des feedback.

relais ont engagé des actions d'interpellation et de plaidoyer sur des questions de santé, d'éducation et d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement.

Pour l'heure, les membres des cellules de suivi citoyen des communes de Sabou et de Dassa mènent des actions de mobilisation communautaire pour la participation des populations aux cadres d'échanges avec les responsables locaux et des services déconcentrés de l'Etat en vue des plaidoyers. A cet effet, des cadres de redevabilité seront négociés et mis en place par les acteurs dans les deux communes.

En sus des formations, les engagements

du président et les standards de services en matière de genre sont diffusés auprès des communautés. Pendant les sensibilisations le dispositif de relais et de cellules de suivi citoyen, la plateforme TIC Présimètre et le groupe Facebook Kibar Baoré de l'ADEP sont vulgarisés et les populations invitées à s'inscrire et participer à son animation. Les membres des cellules de suivi citoyen et les relais village ont assuré la sensibilisation des communautés hommes, femmes et jeunes sur les enjeux liés à l'animation de la plateforme, aux engagements du président et la nécessité du suivi citoyen en vue de l'organisation d'actions d'interpellation.

Au niveau de la capitale, l'ADEP s'est engagée en collaboration avec quinze organisations de la société civile à mener deux processus de plaidoyer notamment sur la relecture de la loi sur le quota et sur l'application de la loi 061 sur les violences faites aux femmes. Afin d'identifier ces thématiques de plaidoyer un panel de réflexion a été animé et a regroupé d'éminents spécialistes du genre et les membres du groupe de plaidoyer. Les travaux de ces groupes se poursuivent.



Les membres des cellules de suivi citoyen de Dassa et Sabou à l'école du plaidoyer et de la redevabilité.

Forum Africapacités 2018

Diakonia invite la société civile à penser à l'Afrique de demain

L'ONG Diakonia, grand soutien des organisations de la société civile burkinabè, a organisé l'édition 2018 du forum international Africapacités. Placé sous le thème « Contribution de la société civile au défi de la réflexion stratégique en Afrique : comment réconcilier l'urgent-conjoncturel et le durable structurel ? », le forum s'est déroulé du 28 au 29 juin 2018 à Bobo Dioulasso.

Des participants venus du Burkina, du Rwanda, du Mali, Congo Kinshasa et du Sénégal se sont penchés sur la contribution de la société civile à la réflexion stratégique en Afrique, au cours de la 6^e édition du forum Africapacités, lancée le 28 juin 2018 à Bobo-Dioulasso.

A travers le thème « Contribution de la société civile au défi de la réflexion stratégique en Afrique : comment réconcilier l'urgent-conjoncturel et le durable structurel ? », il s'agit d'un engagement commun avec les différents acteurs (société civile, politique...) sur un certain nombre d'actions pour tirer profit des matières premières, des ressources naturelles et avoir un esprit de responsabilité sociale de tout citoyen pour faire profiter ces ressources aux générations futures. L'un des leviers catalyseurs de la dynamique pour le changement social durable identifié par Diakonia, est le renforcement des capacités dans son acceptation holistique.

Et Africapacités est la forme rationalisée et institutionnalisée de cette dynamique de changement structurel. Ainsi, en 2017, le forum Africapacités avait abordé les fondamentaux de la prospective stratégique et de la capacitation des acteurs pour un vivre-ensemble consolidé en adressant, sous l'angle des concepts, des expériences et des valeurs, la question de réconciliation nationale avec l'exploration des conditions d'un mécanisme de justice transitionnelle.



Luther Yaméogo, Directeur pays de Diakonia aux micros des journalistes.

L'objectif de l'édition 2018 est donc de procéder à une capitalisation croisée des initiatives en cours pour dégager des horizons porteurs.

Quatre axes majeurs ont été abordés : les référentiels prospectivistes ou la convergence sémantique et conceptuelle, l'analyse rétrospective des tendances lourdes du colloque 2017, un exercice de redevabilité, le chassé-croisé entre l'indispensable consolidation démocratique et l'introuvable convergence des politiques de développement en Afrique et enfin la feuille de route pour une vision prospective fondée sur une trajectoire éclairante vers le futur désiré.

Selon la marraine, Metsi Makhetha, coordonnatrice du Système des Nations unies, réconcilier le conjoncturel et le structurel nécessite la collaboration entre tous les acteurs car pour « créer les conditions et mener un pro-

cessus permettant la transformation durable de nos pays tout en renforçant nos démocraties, il nous est indispensable d'associer toutes les composantes de la société dans la réflexion sur notre avenir partagé ».

Pour Luther Yaméogo, directeur pays de Diakonia, il s'agit d'engager trois enjeux majeurs : le 1^{er} qui est celui de la nécessaire conciliation entre le conjoncturel et le structurel ; le second qui consiste à renforcer la fécondité du dialogue entre les différents acteurs qu'ils soient de la sphère politique, civile, ou privé.

Enfin, le 3^e est de pouvoir prioriser les priorités, de pouvoir inscrire dans l'agenda les préoccupations les plus essentielles des citoyens africains en faisant de sorte que ces préoccupations soient adressées maintenant sans préjudice sur les générations à venir ☐

Ils ont dit

M. Roch Marc Christian KABORE à propos de l'incivisme au Burkina Faso : « *Nous avons consacré beaucoup de temps à la sensibilisation. Désormais, nous allons appliquer la loi dans toute sa rigueur. J'invite les syndicats à mettre balle à terre. Notre intérêt à tous est que tout le monde puisse reprendre le travail* ».

M. Zéphérin DIABRE (CFOP) à propos du vote des Burkinabè de l'extérieur: « *il faut finir définitivement avec les faux rendez-vous... Les compatriotes vivant à l'étranger sont des Burkinabè à part et pleine entière (et) il est important qu'ils puissent participer à la vie de la nation dans le cadre de prise de décisions qui engagent leur avenir* ».

Mme Florence OUATTARA à propos du foncier au Burkina Faso : « *L'Etat essaie d'aménager la terre, de l'encadrer juridiquement, socialement et politiquement au profit des citoyens pour leur permettre d'en jouir amplement et de façon juste* ».

Me Halidou OUEDRAOGO à propos de la réconciliation Nationale au Burkina Faso : « *Nous sommes dans un pays où les divergences d'opinions existent mais nous avons résumé la quintessence de nos rencontres où il est clairement ressorti que la réconciliation nationale au Burkina*

Faso doit passer par le triptyque vérité-justice-réconciliation »

Mme ZADI/ILBOUDO Fatoumata à propos de la formation sur le foncier au Burkina Faso organisée par la CODEL: « *Il s'agit pour nous de bien maîtriser ce qui nous est donné et d'entamer des plaidoyers pour atteindre ce que nous voulons avoir. En ce qui nous (les femmes) concerne, c'est d'abord travailler dans un premier temps à mettre à la disposition des femmes 30% des terres aménagées* ».

M. Pierre LAPORTE, directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo à propos de la rencontre-bilan du PNDES : « *Elle est le signe de la bonne gouvernance à travers l'obligation de rendre compte aux citoyens Burkinabè et aux acteurs du développement car elle vient en sus des revues annuelles techniques et politiques organisées régulièrement par le gouvernement du Burkina Faso* ».

M. Siméon SAWADOGO, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, à propos du vote de la diaspora : « *Pour ce qui concerne le vote des Burkinabè de l'étranger, le président du Faso a dit qu'il sera opérationnalisé au cours de son mandat... Il a été demandé au*

CFOP et à la majorité présidentielle de faire des propositions les jours à venir ».

M. Daniel DA HIEN à propos du processus de la réconciliation nationale au Burkina Faso: « *Des pays comme le Rwanda ont connu des événements les plus douloureux mais ont pu trouver les voies et moyens de réconcilier leurs populations pour se mettre aujourd'hui comme un modèle africain du développement* ».

M. Etienne OUOBA, représentant de la diaspora au forum national de la diaspora : « *Je puis vous affirmer que, plus que jamais, nous sommes fiers d'être Burkinabè, et que nous nous battons pour l'avenir radieux de notre pays* ».

M. Ousmane DJIGUEMDE, un citoyen à propos du terrorisme : « *Aucune lutte contre le terrorisme et la criminalité ne saurait prospérer sans un partage intelligent de la doctrine martiale et sécuritaire avec chaque citoyen, dans un cadre formel, à travers le service militaire ou le système de la formation scolaire et professionnelle. C'est cette insuffisance que le Burkina Faso paye cash avec la question des groupes d'auto-défense Koglweogo qui s'apparente à un dilemme insoluble à ce stade des capacités de l'État en matière de prestation de service public de sécurité et de défense* ».

Forum des Burkinabè de l'étranger

350 participants se penchent sur la construction nationale inclusive

A l'initiative du président du Faso, la diaspora burkinabè s'est retrouvée à Ouagadougou à un forum ouvert le 11 juillet et consacré à la contribution à la construction nationale des Burkinabè vivant à l'étranger.

La rencontre de trois jours a regroupé environ 350 participants autour du thème : « *La contribution des Burkinabè de l'étranger à la construction nationale* ».

Ce forum, selon le gouvernement, vise à « *présenter les actions et les projets du gouvernement à l'endroit de la diaspora et les opportunités d'investissement qui lui sont offertes* ». Les participants, délégués de la diaspora, partenaires nationaux et internationaux, ont réfléchi sur les pistes pour une synergie d'actions dans l'élan de développement du Burkina.

Le Président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a saisi l'opportunité pour réitérer sa vision de développement pour le Burkina et la

place qu'il accorde dans ce sens au Burkinabè vivant à l'étranger.

C'est dans cet esprit qu'il a rappelé que « *le gouvernement a reçu des instructions pour l'opérationnalisation du vote des burkinabè à l'étranger* ».

En marge de la rencontre, le chef du gouvernement a procédé le mercredi 11 Juillet 2018, à la pose de la première pierre de la cité de la diaspora à Guigemtenga, localité située dans la commune rurale de Koubri, à la périphérie sud de Ouagadougou.

Il a aussi remis des médailles à cinq personnalités qui font la fierté du Burkina Faso à l'étranger. Parmi elles figure le célèbre couturier Pathé O Ouédraogo. Les statistiques officielles renseignent que la diaspora

burkinabè participe, de manière remarquable, à l'effort de construction du pays, en transférant environ 100 milliards de francs CFA par an. Au cours de l'année 2016, par exemple, le montant global des transferts reçus au Burkina Faso s'est chiffré à 77 milliards 101 millions 521 mille 800 francs CFA.

Il ressort que plus de 1.200 milliards de francs CFA de transferts d'argent a été opérés de la diaspora vers le Burkina Faso, au cours des trente dernières années.

Etienne Ouoba, représentant de la diaspora confie : « *Je puis vous affirmer que, plus que jamais, nous sommes fiers d'être Burkinabè, et que nous nous battons pour l'avenir radieux de notre pays* » ■



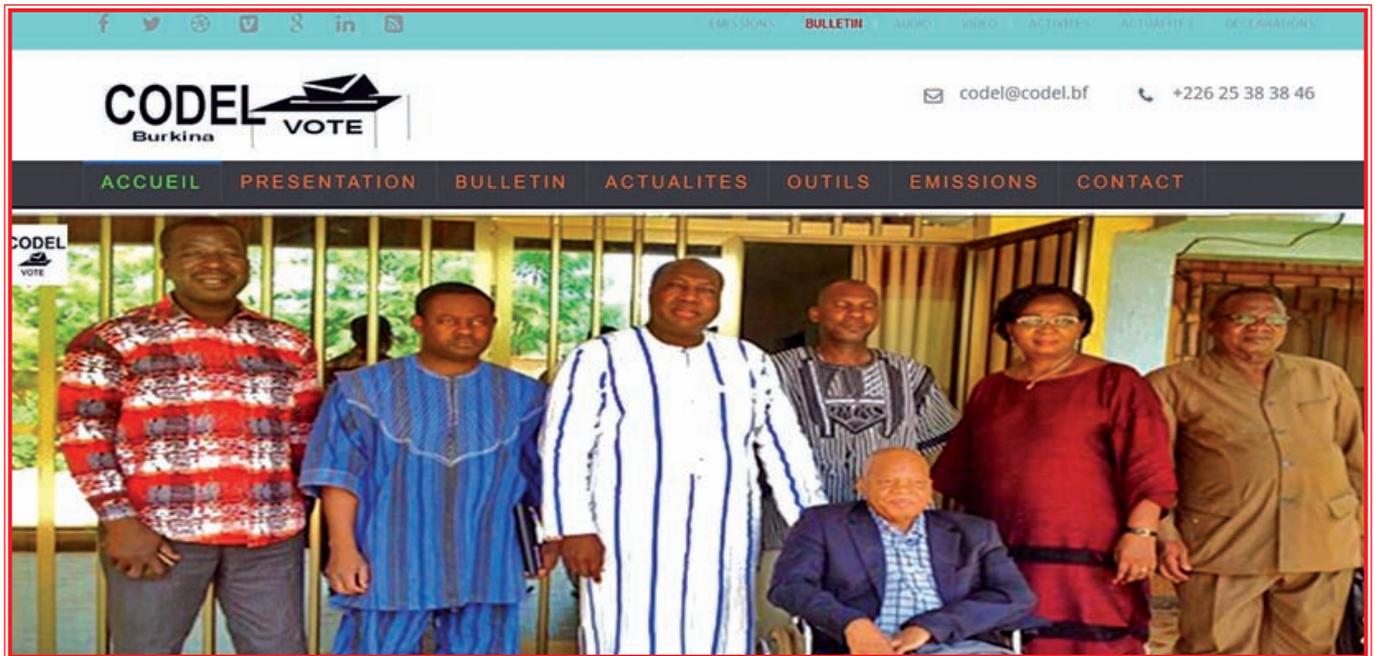
Vue de quelques personnalités lors du forum des Burkinabè de l'étranger.

La Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections (CODEL) se lance dans l'inbound marketing pour une meilleure visibilité.

Afin de rendre visible ses différentes actions auprès des partenaires et du grand public, la CODEL se dote d'un ensemble d'espaces virtuels. L'élément majeur de cette innovation est le site web www.codel.bf autour duquel sont interconnectés des réseaux sociaux tels Facebook : CODEL Burkina, Twitter : @codelbf, Google+ : CODEL Burkina et une chaîne YouTube : CODEL Burkina.

Cette présence sur le Web permettra à l'organisation de d'accroître sa visibilité, d'informer de façon efficiente ses sympathisants, de justifier du professionnalisme et de la proactivité de la CODEL ☐

Page d'accueil du Site web



Page facebook





Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections

DIALOGUES CITOYENS SUR LA RECONCILIATION NATIONALE



**THEME : CONTRIBUTION DE LA SOCIETE CIVILE DANS LE PROCESSUS
DE RECONCILIATION NATIONALE AU BURKINA FASO**

du 19 octobre au 27 novembre 2017

RAPPORT

Tél.: (226) 25 38 38 46 - Site web: www.codel.bf
E-mail: codel@codel.bf - codelburkina@gmail.com